

## CE MONDE QUI BOUGE

# Tunisie, menace sur les médias

Par Hassane Zerrouky

Le procès de Nessma-TV, la menace de privatisation des médias publics brandie par Ennahda, sur fond de rapports conflictuels entre journalistes et autorités politiques, avec à l'arrière-plan les menaces salafistes, dénotent, si besoin est, que la transition vers la démocratie est loin d'être gagnée.



Commençons par le procès de Nessma-TV. Son directeur, Nabil Karoui, poursuivi et jugé pour «atteinte aux valeurs du sacré, atteintes aux bonnes mœurs et troubles à l'ordre public», après la diffusion en octobre de *Persépolis*, film d'animation de Marjane Satrapi, risque trois ans de prison. Le verdict sera prononcé le 3 mai prochain, journée de la liberté de la presse !

«Le jugement sera historique et aura un effet sur la région» du Maghreb, a-t-il assuré jeudi passé. «C'est le procès de la liberté d'expression en Tunisie après la révolution et il met en danger les Tunisiens qui veulent avoir le droit de s'exprimer sans demander la permission aux chefs religieux», a-t-il ajouté. Et si l'accusation a expliqué qu'il fallait poser des limites à la liberté d'expression, estimant que ce film était une attaque contre les croyances religieuses, l'avocat de Nessma-TV, M<sup>e</sup> Faouzi Ben Mrad, a rétorqué que «Dieu n'a mandaté personne pour le défendre».

Aux alentours du tribunal, plusieurs dizaines de salafistes, en tout cas pas plus d'une centaine, certainement les mêmes qui avaient tenté en octobre dernier d'incendier le domicile du directeur de la chaîne de télé, brandissaient des pancartes appelant à l'exécution du directeur de la chaîne de télévision. Rien de moins. Face à eux, des dizaines de militants de gauche et de la société civile scandant : «Médias libres en Tunisie, ni Amérique, ni Qatar», allusion au soutien des Etats-Unis et du Qatar aux islamistes au pouvoir en Tunisie. En marge du procès de Nessma-TV, se déroule un autre combat tout aussi décisif pour le devenir d'une liberté de la presse encore fragile. Depuis le 2 mars, plusieurs dizaines de militants et sympathisants d'Ennahda se relayent pour camper devant le siège de la télévision publique Wataniya qu'ils accusent d'être aux mains de RCdistes (membres du RCD, parti dissous de Ben Ali) ou de «gauchistes» et, partant, de «semer la sédition et créer la zizanie dans le pays». Aussi revendiquent-ils «l'épuration» des médias publics, autrement dit une chasse aux sorcières. Ce que justifie en écho le porte-parole d'Ennahda, Nejib Gharbi, en affirmant qu'«Al-Watanyia a une orientation idéologique». L'affaire fait grand bruit dans un pays où les attaques contre les journalistes et les médias sont récurrentes. Lesquels sont régulièrement accusés par les nahdhaoui de dénigrer la politique du gouvernement. Même le président Marzouki leur reproche de manquer d'impartialité dans le traitement des informations. Mais qu'à cela ne tienne, Rached Ghanouchi croit avoir trouvé la parade. Afin de ne pas être accusé de porter atteinte à la liberté de la presse et d'information, il a préconisé de privatiser les médias publics. Quoi de plus libéral, en effet, dans l'esprit de ce monsieur, que soumettre l'information aux lois du marché capitaliste ! Ainsi, dans un entretien datant du 18 avril aux quotidiens qatari *Al-Sharq* et omanais *Oman*, il s'est demandé «pourquoi les régimes démocratiques maintiendraient-ils des médias officiels» ? C'est pourtant le cas des Etats-Unis avec qui Ennahda envisage une «alliance stratégique» et de la Grande-Bretagne, où le leader d'Ennahda a vécu, deux pays disposant de puissants médias publics ? Aussi envisage-t-il de «prendre des mesures radicales dont, éventuellement, la privatisation des médias publics».

A une vraie question, celle de la liberté d'informer, Ghanouchi oppose donc la privatisation des médias, à savoir les confier à des groupes d'intérêts privés, aux puissances de l'argent, où le traitement de l'information et le choix des programmes répondent plus aux lois du marché et à leur expression politico-libérale qu'à l'intérêt général.

H. Z.

## ABDELAZIZ BELAÏD À KHEMIS MILIANA :

# «Il faut se défaire des mauvais gestionnaires»

**Après avoir présenté la liste des 10 candidats de son parti, avec à leur tête Messous Mohammed, un cadre de l'éducation, Abdelaziz Belaïd, le SG du parti «El Moustakbel», prend la parole devant une assistance nombreuse composée principalement de jeunes des deux sexes, pour exposer la motivation des membres qui ont donné naissance à cette formation politique.**

«Certes, c'est un parti créé récemment, mais c'est un parti fort par la détermination de ses hommes à amener un réel changement dans la manière de gouverner et de gérer le pays.» Dressant un constat des plus amers de la situation difficile dans laquelle se débattent les citoyens, à travers toutes les contrées, Belaïd pose en fait les questions qui taraudent les esprits de tout un chacun. «Nous avons les moyens financiers, nous avons un territoire riche de son sol et de son sous-sol, nous avons des cadres alors que nous n'arrivons même pas à assurer notre auto-suffisance alimentaire, malgré les milliers de milliards injectés par le Trésor public et la pomme de terre est devenue le sujet de discussion de tous. On lui a créé un office, bientôt un ministère ? A quand alors l'office de la carotte ?» dira-t-il. Pour lui, «la raison est que

les responsabilités ont été données aux médiocres, aux mauvais gestionnaires et aux incompetents alors que les cadres compétents ont été poussés à émigrer sous d'autres cieux ou à rester écartés sur la touche, et que des jeunes tentent au péril de leur vie à poser pied de l'autre côté de la Méditerranée quand ils ne s'immolent pas ou se suicident...», en ajoutant «nous pouvons comprendre que des citoyens d'ailleurs fuient leur pays parce que ces derniers sont pauvres ou sans moyens... mais nous ? Avons-nous le droit de rester les bras croisés devant une telle situation ?»

Pour le chef d'El Moustakbel, les Algériens ne connaissent pas la sérénité, et de préciser que «la sérénité pour le citoyen c'est quand il trouve un logement, un travail, une école pour ses enfants, quand il n'aura pas à fermer les sièges des

APC, à barrer la route, à brûler des pneus pour se faire entendre, pour lutter contre la bureaucratie instaurée partout et à tous les niveaux au titre du mépris manifeste des responsables envers les citoyens, par ceux-là mêmes qui ont été bombardés aux postes de responsabilité à tous les niveaux de gestion».

Belaïd ne se contente pas de faire l'inventaire incommensurable des problèmes qu'il qualifie de faux problèmes, il propose aussi des solutions, et à ce sujet il suggère l'organisation d'un débat national entre toutes les forces vives de la nation et de se défaire des incompetents qui bloquent tout développement.

Evoquant le problème de l'emploi et du chômage, il avance qu'avec l'argent dépensé et gaspillé pour certaines fêtes inutiles, on peut donner du travail à beaucoup d'Algériens pour qu'ils retrouvent leur dignité. Au sujet du fameux dispositif du pré-emploi il dira que «les jeunes diplômés mendient un contrat pour un emploi précaire en faisant du porte-à-porte, c'est inacceptable».

S'adressant aux sympathisants nombreux de son parti, l'orateur trouve que

Khemis-Miliana de par ses atouts mérite largement d'être promu à ce rang et promet qu'une fois élus, ses députés feront tout pour l'exiger.

Quant aux chômeurs, il propose, à l'instar de certains pays, qu'une allocation leur soit versée jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi, et propose aussi l'extension de cette mesure aux femmes au foyer pour leur permettre de vivre dans la dignité, dit-il.

Au plan économique, il dénonce «la politique des bateaux qui encombre nos ports pour nous faire vivre au détriment d'un développement réel du pays».

Abordant le sujet de la campagne proprement dite, «ceux qui achètent les Algériens (leurs voix) à la tête et par famille entière en faisant du porte à porte», il qualifie ce comportement d'«atteinte à nos valeurs, d'humiliation, d'insulte à notre dignité ; et s'ils le font ce n'est pas par pur altruisme mais pour leur permettre de vivre encore en parasites».

Il conclut son allocution en exhortant l'assistance à faire confiance en ses candidats, «vous n'aurez pas à le regretter !» dira-t-il.

Karim O.

## ORAN

# Moussa Touati doute de la crédibilité des nouveaux partis

**Lors d'un meeting animé ce mercredi à Oran par Moussa Touati, président du Front national algérien (FNA), ce dernier s'est dit outré par la vitesse avec laquelle des partis ont été créés en un temps record et ont pu, selon l'intervenant, établir des listes réparties sur les 48 wilayas.**

«C'est hallucinant que des partis de 24h aient pu établir des listes de candidatures aussi vite, sans contrôle, ni

vérification approfondie de leur passé, alors rien d'étonnant pour le FNA lorsque le ministre de l'Intérieur lui-même reconnaît qu'il n'y aura aucune majorité lors des prochaines élections.» et d'ajouter : «Il s'agit là d'un plan bien pensé par le pouvoir en place afin d'avoir au final une APN faible et médiocre, afin d'avoir toujours le pouvoir décisionnel.»

Pour le président du FNA, si aujourd'hui, des citoyens expriment leur volonté à boycotter ces élections, c'est tout simplement parce qu'ils savent qu'il va y avoir fraude.

D'où, dit-il, l'importance de voter afin que le peuple recouvre son pouvoir et sa souveraineté, en menant une révolution électorale.

Avant de quitter ses militants, Moussa Touati leur a fait rappeler la consigne donnée afin que le jour du scrutin chaque militant FNA récupère les bulletins nul dont il ne se serait pas servi, pour, dit-il, «les exposer à la face du pouvoir en place dans le cas où il y aurait fraude au profit de partis sur d'autres. Ainsi, nous aurons les bulletins comme preuve».

Amel Bentolba

# De Relizane, Ouyahia appelle à voter contre les islamistes

**La salle des fêtes de Relizane a abrité ce mercredi un meeting populaire du RND.**

Le secrétaire général, Ahmed Ouyahia, en présence d'une foule nombreuse venue des quatre coins de la wilaya, a appelé à voter massivement pour faire barrage aux islamistes qui prônent un discours démocratique tout en nourrissant l'espoir d'islamiser le pays.

Ouyahia a également appelé à la vigilance contre

les menaces extérieures, qu'elles viennent de l'Orient ou de l'Occident, et qui visent à déstabiliser l'Algérie.

«Ceux qui parlent de printemps, nous leur disons que notre printemps nous l'avons fait en mars 1962 avec la signature des accords d'Evian et en avril 1980 avec le printemps berbère.»

C'est pour préserver la stabilité et la paix en Algérie que le RND, a expliqué Ouyahia, appelle à voter massivement le 10 mai prochain, afin d'assurer la continuité, synonyme de renforcement de la cohésion nationale et consolider l'action de développement et permettre au pays d'avancer au lieu de reculer.

Il a fustigé ceux qui font des problèmes des citoyens un fonds de commerce en

appelant au changement sans pour autant formuler des propositions concrètes.

Le vote pour le RND, le renforcement du processus de mise en place d'une économie nationale compétitive pour assurer la prospérité garante de la stabilité sociale.

Enfin, Le SG du RND a exhorté l'assistance, une nouvelle fois, à aller voter massivement.

A. Rahmane